

Simple comme bonjour



Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence
Creative Commons BY – ND

Voir <http://fr.creativecommons.org/> pour plus d'informations

Jérôme Vuitteuz

Simple comme bonjour

ESSAI

DU MÊME AUTEUR

Romans

Liberté cryptée – 2006

L'utopie de Greg – 2009

Lieutenant Mat – 2010

L'agrégateur – 2011

disponibles sur <http://www.lulu.com>

Pièces de théâtre

Le contrat de mariage – 2008

Le collier de perles – 2010

Panique en salle des profs – 2011

Une taupe au labo – 2012

disponibles sur <http://www.leproscenium.com>

MAIS AUSSI

On refait le blog (blog) – Depuis janvier 2005

<http://merome.net/blog>

Édité en 2012 par lulu.com

<http://www.lulu.com>

Ignorance is bliss (L'ignorance est une bénédiction)

(Thomas Gray - Ode on a Distant Prospect of Eton College - 1742)

Avant-propos

Vous auriez pu être l'auteur de cet ouvrage. Vous, quelqu'un d'autre, n'importe qui, en fait. Nous avons tous la même légitimité pour livrer le fruit de nos réflexions sur le monde qui nous entoure.

Il n'y a pas plus d'experts que de spécialistes en matière de citoyenneté. Il n'y a pas d'école pour apprendre à être humain et on n'enseigne pas l'opinion politique et l'analyse économique aux gens.

Dès lors, les consultants, les économistes, les politiciens, les éditorialistes, ... qui s'expriment chaque jour devant des milliers de téléspectateurs n'ont pas plus (ni moins) raison que vous et moi lorsqu'ils commentent les faits de société. Ils livrent leur opinion et elle ne vaut que ce qu'elle vaut : pas plus que la vôtre ou la mienne. Consciemment ou non, ils déforment la réalité et par leur visibilité médiatique, ils altèrent notre opinion.

J'ai découvert que des problèmes apparemment compliqués avaient des causes simples. Je crois avoir compris des concepts cruciaux qui ne sont jamais, ou mal abordés dans la presse et les médias, et dont la classe politique ne se saisit pas. Peut-être ai-je tort ? Mais j'ai déjà surpris des commentateurs « officiels » en flagrant délit de mensonge ou d'erreur, aussi. J'ai pu voir des élus voter des lois, prendre des décisions, faire des promesses sans en comprendre le sens ou les impacts. Cela les empêche-t-il de s'exprimer à nouveau, d'être réélus ?

Cet opuscule n'a pas d'autre ambition que celle de vous inviter à remettre en cause mes propos. Vérifiez, recoupez, cherchez par vous-même. Ne me croyez pas sur parole. Ne m'accordez aucune confiance.

Le contenu propre de cet essai n'a absolument aucune importance. La réflexion qu'il va peut-être déclencher chez vous est, au contraire, très précieuse, elle est inestimable.

PARTIE 1

Rendez la monnaie

Vous êtes-vous déjà demandé d'où venait l'argent qu'on utilise ? La monnaie qui nous permet d'échanger des biens et des services, qui la crée ? Comment ? Selon quelles règles ? Par quel mécanisme ? Est-il opportun ? Est-il efficace ? Est-il juste ?

Dans l'inconscient collectif, la création de la monnaie est associée à la fameuse « planche à billets ». Nombreux sommes-nous à croire que c'est l'État qui frappe la monnaie, les pièces et les billets, de façon extrêmement encadrée et sécurisée.

Qu'en est-il réellement ?

Les différents types de monnaie.

L'ensemble de la monnaie qui circule au sein d'un pays, ou d'un groupe de pays qui partagent la même devise, porte un nom : la masse monétaire. Or, cette masse monétaire n'est pas uniforme, elle est composée, pour ce qui nous concerne¹, de deux types de monnaie bien différents : la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale.

¹ Les banques entre elles utilisent d'autres types de monnaie

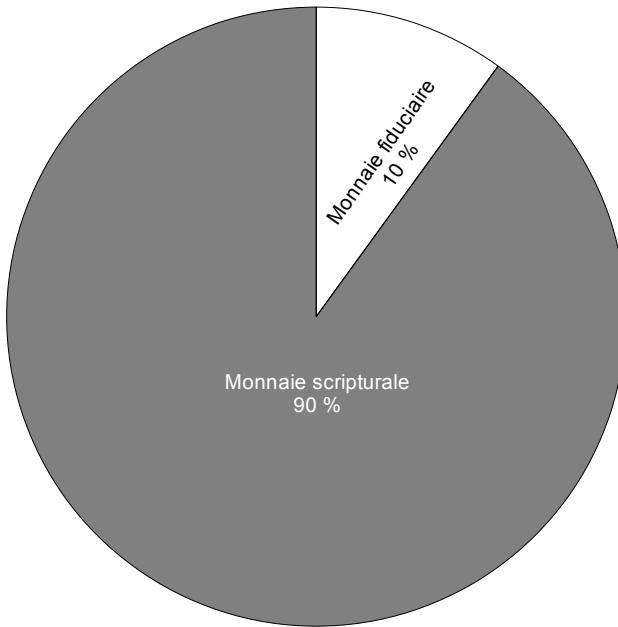
La monnaie fiduciaire, ce sont précisément les pièces et les billets que vous avez dans votre porte-monnaie. C'est la banque centrale (européenne, dans notre cas) qui émet cette monnaie, frappe les pièces, imprime les billets.

La monnaie scripturale, comme son nom l'indique, est une simple *écriture comptable*. Elle n'a pas de représentation physique, on ne peut pas la toucher, la palper, la mettre dans un portefeuille ou un coffre. C'est un chiffre dans une colonne d'un tableau. Plus exactement aujourd'hui, c'est une variable dans un programme d'ordinateur. C'est un chiffre en bas de votre relevé de compte bancaire.

L'essentiel de notre fortune monétaire est composé de ces deux types de monnaie. Nous avons un peu de liquide sur nous, dans notre bas de laine, sous notre matelas, de la monnaie fiduciaire, donc. Et nous avons un compte en banque pour percevoir notre salaire, nos indemnités, régler nos abonnements par prélèvements automatiques : de la monnaie scripturale.

Si l'on additionne tout l'argent qui se trouve dans les porte-monnaie, les coffres et sous les matelas de tout le monde, on obtient la masse monétaire fiduciaire. Et évidemment, si l'on fait la somme de tous les comptes en banque de tout le monde, on obtient la masse monétaire scripturale.

La masse monétaire totale, c'est la somme de ces deux montants. Voyons comment elle se décompose (*voir graphique page suivante*) :



*Source : site de la banque centrale européenne <http://www.ecb.int>
En juin 2012 : 924 milliards d'euros en pièces et billets, 9.003 milliards d'euros de monnaie scripturale.*

L'essentiel de la monnaie, comme nous le voyons, est scripturale. La monnaie sonnante et rébuchante est presque négligeable dans l'ensemble de la masse monétaire.

Comment est créée la monnaie scripturale et par qui ?

Il faut bien comprendre que la masse monétaire globale fluctue. La quantité d'argent qui circule dans le monde change continuellement, il y a donc création et destruction de monnaie,

mais ces processus nous sont inaccessibles, nous n'avons pas le pouvoir ni le droit, de créer ou de détruire la monnaie nationale.

Si nous ne le faisons pas nous-mêmes, qui le fait ? Les banques privées. Comment ? A l'occasion d'un crédit.

Lorsqu'une banque nous accorde un prêt, elle ne possède pas vraiment l'argent qu'elle nous prête. Elle crée l'argent à cette occasion. Si vous n'êtes pas familier avec ce mécanisme, cela peut vous surprendre. C'est pourtant la réalité : toute la monnaie scripturale, c'est à dire 90 % de la masse monétaire globale a été créée à l'occasion d'un crédit. 90 % de la monnaie est en réalité... une dette de quelqu'un quelque part.

Prenons un exemple : vous contactez votre banquier pour obtenir un prêt de 10.000 euros pour acheter une voiture. La banque ne possède pas cet argent. Elle garde précieusement dans ses coffres, bien sûr, l'argent des autres clients qui n'est pas le sien, admettons qu'elle gère, en tout, 100.000 euros (c'est une petite banque).

Lorsque la banque vous accordera le prêt, elle gèrera alors 110.000 euros. Les 10.000 euros supplémentaires qui représentent votre crédit seront créés à partir de rien (on parle de création monétaire *ex-nihilo*²). Ils n'existaient pas avant l'obtention du prêt.

Par conséquent, la masse monétaire globale a augmenté de 10.000 euros, juste parce que vous avez contracté un prêt auprès d'une banque. Il y a maintenant plus d'argent en circulation.

2 « Au total, le mécanisme de crédit aboutit à une création de monnaie *ex nihilo* par de simples jeux d'écritures. » - La Crise mondiale d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires., Maurice Allais, *Prix Nobel d'économie 1988*, éd. Clément Juglar, 1999, p. 63

Cette possibilité de création monétaire par le crédit n'est pas infinie : il faut d'abord qu'un client de la banque soit demandeur, et il faut également que la banque possède un compte suffisamment garni auprès de la banque centrale. On parle de *réerves fractionnaires* car la banque privée n'a pas besoin de posséder la totalité du montant des prêts qu'elle concède, mais seulement une fraction auprès de la banque centrale (environ 10%).

Comment la monnaie est-elle détruite ?

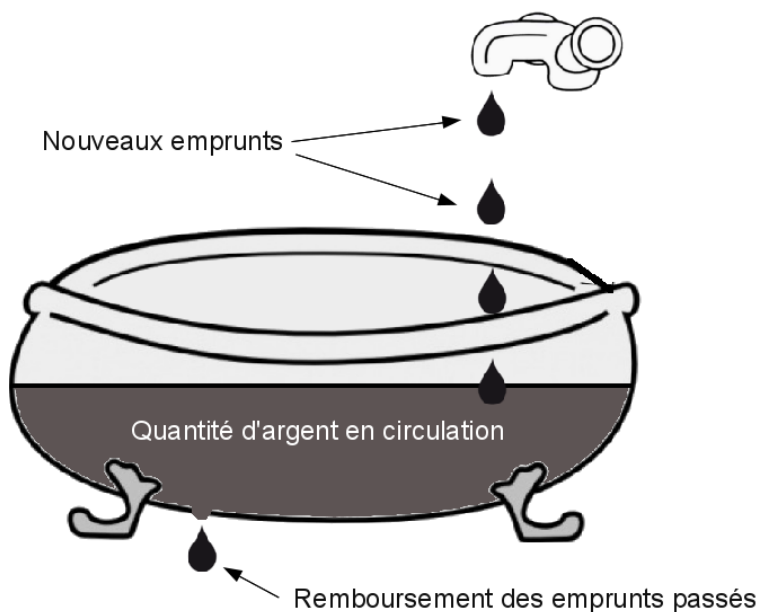
La destruction de la monnaie se produit au moment du remboursement du crédit. Lorsque vous payez vos mensualités pour rembourser votre prêt, l'argent correspondant disparaît purement et simplement. La masse monétaire globale diminue, il y a moins d'argent en circulation.

Autrement dit, la quantité globale de monnaie qui circule dans la zone euro dépend du rythme d'obtention et de remboursement de crédits. Lorsque beaucoup de monde (particuliers ou entreprises) emprunte de l'argent auprès des banques, il y a beaucoup d'argent en circulation et par conséquent beaucoup d'échanges commerciaux. C'est la croissance économique.

Si au contraire, peu de monde demande des crédits, et que les remboursements des prêts antérieurs continuent d'être effectués, il y a de moins en moins d'argent en circulation, donc de moins en moins d'échanges, et c'est la récession, la crise.

Corollaire amusant (ou inquiétant ?) : si tout le monde remboursait ses dettes, l'État, les particuliers, les entreprises... il n'y aurait plus d'argent du tout ! Inversement, plus nous avons de dette en cours, mieux vont les choses.

Un graphique valant mieux qu'un long discours, voir la métaphore de la baignoire page suivante :



En quoi ce système pose-t-il problème ?

La quantité d'argent dans la baignoire détermine très directement la santé économique des pays concernés.

Trop d'argent, la baignoire déborde et c'est *l'inflation*. L'argent ne représente plus rien de physique ou tangible, il ne correspond pas à un besoin qui peut être satisfait, il est déconnecté de la réalité.

Au contraire, pas assez d'argent dans la baignoire signifie que certains besoins réels et légitimes ne pourront être assouvis. Il n'y a plus assez de logements, plus assez de travail, plus assez de nourriture pour tout le monde.

Dès lors, on peut se poser la question de qui tourne le robinet et pour servir quels intérêts, car rien ne nous oblige à instituer la rareté de l'argent. Elle est parfaitement arbitraire.

Jusqu'en 1993, en France, c'est l'État qui tenait, ou pouvait tenir, le robinet. Par l'intermédiaire de la Banque de France, l'État avait en effet la possibilité, même s'il l'utilisait déjà peu, de créer de la monnaie pour financer ses besoins (lignes de chemins de fer, routes, bibliothèques, écoles, services publics...). L'argent était alors créé sans intérêt : l'État devait rembourser franc pour franc la somme empruntée à la Banque de France.

A tort ou à raison, ce mode de fonctionnement a été abandonné progressivement depuis 1936, pour finalement être rigoureusement interdit en 1993 par l'application du traité de Maastricht³ car il présentait un risque : les élus pouvaient être tentés de faire « tourner la planche à billets » pour financer des projets inutiles, par exemple à des fins électorales.

Privé de cette possibilité, l'État doit alors emprunter l'argent dont il a besoin auprès des banques privées, moyennant un taux d'intérêt variable selon la conjoncture.

Ce sont donc des acteurs privés qui tournent le robinet dans un sens où l'autre, avec une intervention indirecte de la Banque Centrale Européenne définissant un *taux directeur* qui facilitera ou compliquera la chose pour les banques commerciales.

3 Article 104 du traité de Maastricht, repris dans l'article 123 du traité de Lisbonne: « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.* »

La décision finale de créer de l'argent supplémentaire appartient à des acteurs privés. Si une banque refuse votre demande de prêt, ce choix influence la quantité d'argent disponible globalement. Par ailleurs, pour une raison ou une autre (par exemple un conflit d'intérêt) elle peut refuser de financer des projets légitimes (une centrale électrique solaire, un poste d'enseignant supplémentaire, ...), et accepter des projets contestables (une centrale à charbon très polluante, un cinquième yacht pour un magnat de la finance...).

La monnaie, que nous croyons être un bien public, au service des citoyens, est aux mains d'acteurs privés qui ont le pouvoir d'en faire ce qu'ils veulent. Et malheureusement, ils le savent depuis longtemps :

« Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois » - Amchel Mayer Rothschild (fondateur de la dynastie banquière Rothschild – 18ème siècle)

Le problème des intérêts manquants

Nous avons vu que l'essentiel de la monnaie est de type scripturale, et que cette monnaie est créée par des acteurs privés : les banques commerciales.

Pour chaque euro (chaque goutte d'eau) qui arrive dans le système économique (dans la baignoire), un peu plus d'un euro (d'une goutte d'eau) doit en sortir en raison du taux d'intérêts. Cela n'est possible et tenable à terme, que si l'on crée chaque jour plus d'argent que la veille, sinon, la baignoire se vide mathématiquement plus vite qu'elle ne se remplit.

Les intérêts remboursés ne disparaissent pas vraiment : ce sont les profits de la banque, qui pourraient être réinvestis (remis dans la baignoire). On constate que ce n'est généralement

pas le cas, l'argent circule mal, stagne dans certaines poches, inutile, et finalement les banques ont plutôt intérêt (c'est le cas de le dire) à émettre de nouveaux crédits qu'à réinvestir leurs profits dans l'économie réelle.

Bien sûr, cet argent nouvellement créé devra lui aussi être remboursé, avec de nouveaux intérêts qui nécessiteront eux-mêmes la création de plus d'argent... et ainsi de suite.

Comme à un jeu de chaises musicales, nous savons dès le départ qu'il manque des places et qu'il y **aura des perdants**. Tous les acteurs ne pourront pas rembourser leurs prêts parce que c'est strictement impossible dans un tel système monétaire. Chacun cherchant bien sûr à garder sa place, au détriment des autres, cela crée un climat de tension totalement artificiel entre nous, car rien ne nous oblige à avoir un système monétaire ainsi conçu.

En attendant, la nécessité vitale (pour le système et pour ceux qui vivent avec) de toujours créer plus d'argent est devenue un souci permanent de la plupart des décideurs, élus, économistes et éditorialistes : c'est ce qui est à l'origine de la sacro-sainte recherche de *croissance économique*.

PARTIE 2

Relancer la croissance

Vous avez sans doute remarqué cette obsession de la croissance chez tous les politiciens, journalistes, économistes et autres commentateurs.

Le chapitre précédent vous a permis de comprendre, j'espère, d'où venait cet impératif de croissance. Sans elle, point de salut : tout le système économique s'écroulerait, ce qui n'a pas manqué de se produire, presque jusqu'à l'effondrement total, lors de la crise de 2008.

Cette nouvelle partie va tenter d'expliquer pourquoi tout espoir de croissance durable est totalement vain, car... mathématiquement impossible !

L'idée de croissance perpétuelle est fortement associée, à tort, à celle de progrès. On confond souvent « plus » et « mieux ». Pourtant, les contre-exemples sont nombreux, en matière alimentaire, par exemple, au-delà d'une certaine quantité, c'est l'écoeurement assuré. Notre propre croissance et celle de tous les êtres vivants finissent par s'arrêter, elles aussi. Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel.

« Celui qui croit qu'une croissance infinie peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou soit un économiste. »

Kenneth Boulding – économiste américain

Qu'est-ce que la croissance ?

On appelle croissance économique l'augmentation des échanges marchands au sein d'un pays ou d'une zone. À partir du moment où vous donnez de l'argent en échange d'un bien ou d'un service, vous participez à cela.

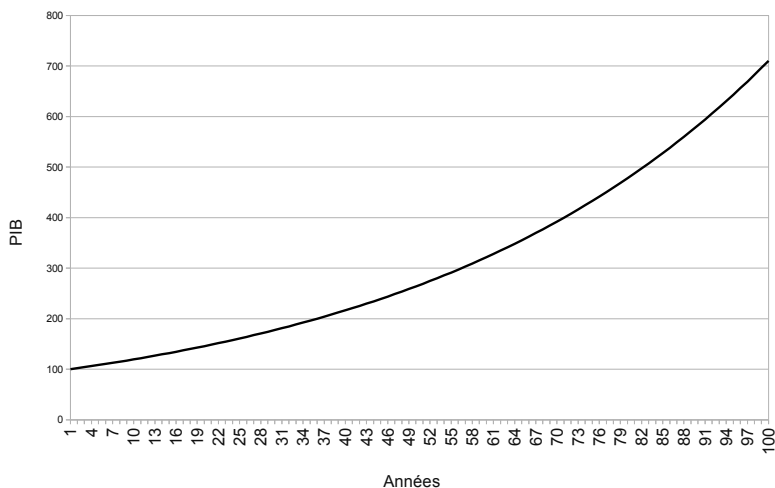
Notez bien que cet indicateur mesure les échanges de biens et de services, quels qu'ils soient. Acheter une baguette de pain participe à la croissance économique, mais financer des obsèques aussi ! La croissance économique ne fait pas de différence entre ce qui est « bon » pour l'Homme et ce qui lui est néfaste. À partir du moment où il y a un échange marchand, cela est considéré comme « bon » pour l'économie et donc souhaitable.

Admettons que l'on se fixe un objectif de croissance de 2 % par an. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce type d'objectif n'aboutit pas une progression linéaire des échanges, une telle progression est en fait exponentielle.

Par exemple, si vous avez échangé des biens et des services pour 100 euros en 2012, il vous faudra échanger 102 euros en 2013 (+2), 104.04 (+2.04) en 2014, etc... jusqu'à 560 euros en 2100 (+10.98 euros par rapport à l'année précédente !).

Une croissance de 2 % par an équivaut à un doublement des échanges tous les 36 ans ! Mais cela signifie aussi que chaque année les efforts à fournir seront plus importants que l'année précédente pour atteindre l'objectif (*voir graphique page suivante représentant une croissance de 2 % par an pendant 100 ans*).

Croissance de 2% par an sur 100 ans



2 % de croissance aujourd'hui, c'est intrinsèquement plus difficile à obtenir que 2 % de croissance dans les années 50.

Même si, théoriquement, on pourrait augmenter le volume des échanges marchands avec la même quantité d'argent, dans la pratique, l'argent ne circule pas aussi bien que ça. La croissance économique devient la condition nécessaire pour une croissance monétaire qui, rappelons-le, est imposée par le mode de création monétaire que *nous* avons choisi.

Produire plus

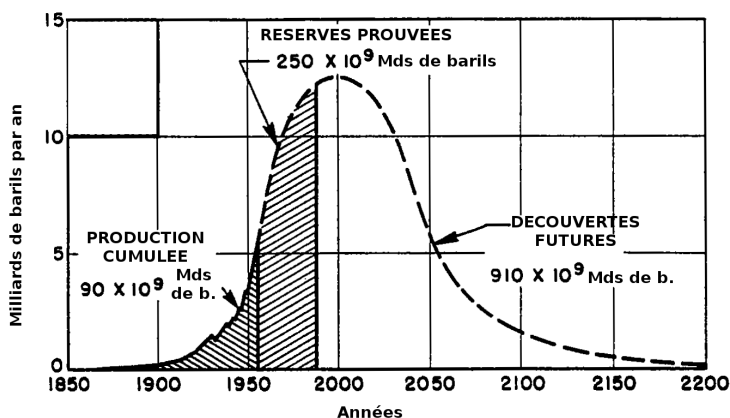
Puisque notre système monétaire nous oblige à la croissance, il nous faut, d'abord, produire toujours plus. Cela suppose une augmentation de l'utilisation des ressources naturelles, que ce soit les matières premières qui permettent de fabriquer des objets, ou l'énergie qui permet de transformer les matières premières en produits finis (hors progrès technologique et écono-

mie d'échelle qui sont contrebalancés par le gaspillage à tous les niveaux, voir paragraphe suivant).

Il se trouve que les matières premières et l'énergie ne sont pas disponibles en quantité infinie sur Terre. La fin du Terbium, utilisé pour réaliser des tubes cathodiques, est prévue pour 2012 ! Les mines d'argent devraient être épuisées entre 2021 et 2037, le plomb en 2030, le cuivre en 2039⁴...

Plus grave sans doute, car nous en sommes très dépendants, les énergies fossiles (pétrole, gaz, ...) sont elles aussi en voie de disparition. En réalité, à partir du moment où l'on considère qu'un stock de matière première est fini, ce qui est le cas des métaux et des ressources fossiles qui ne se régénéreront pas avant l'extinction de l'Humanité, il est prouvé mathématiquement que sa courbe de production part de zéro suit une courbe en cloche qui passe par un maximum puis décline inexorablement.

Dans les années 1940, le géophysicien américain Hubbert modélisait ainsi la courbe d'exploitation du pétrole :



4 Source : <http://www.eco-info.org>

Ce modèle de courbe est le même pour toute ressource disponible sur Terre en quantité finie. Autrement dit, prélever toujours plus de ressources quand il y en a de moins en moins est proprement impossible.

Ici, il ne s'agit pas de s'inquiéter de la « fin du pétrole » ou de toute autre ressource, mais de la raréfaction d'icelui. À partir du moment où la demande est croissante pendant que la production stagne ou baisse, se pose un problème insurmontable, qui se caractérise généralement par une flambée des prix.

Deux solutions de contournement viennent immédiatement à l'esprit : utiliser moins d'énergie et de ressources pour faire la même chose, d'une part, et utiliser des ressources « alternatives » comme les matières recyclées ou les énergies renouvelables, d'autre part.

Jusqu'à aujourd'hui, on n'a jamais vu de croissance économique sans augmentation des prélèvements de ressources, et notamment d'énergie. Selon Jean-Marc Jancovici⁵, « *De 1980 à 2000, chaque point de croissance du PIB en France a engendré quasiment un point de croissance de la consommation d'énergie primaire* » et l'augmentation du PIB (donc la croissance) s'est accompagnée d'une augmentation proportionnelle des transports (notamment routiers), ce qui ne permet pas d'espérer une *tertiarisation* de l'économie qui réduirait nos besoins en énergie.

Quant au recyclage, s'il est louable et toujours utile, il demande de grandes quantités d'énergie, quand il est seulement possible. Une énergie supplémentaire que ne pourront fournir seules les énergies renouvelables, elles aussi très utiles, mais

⁵ <http://www.manicore.com/documentation/serre/croissance.html>

dont les ordres de grandeur sont bien en deçà de nos besoins actuels.

Parmi les énergies alternatives les plus souvent mises en avant par les médias et les pouvoirs publics, au mépris de tout bon sens, citons notamment :

- **Le nucléaire**, représente aujourd'hui 6 % de la consommation mondiale d'électricité. Outre les problèmes de sécurité et de traitement des déchets que *nous* pouvons choisir d'ignorer, les ressources sont limitées (fin de l'uranium prévu en 2040), la technologie n'est pas directement utilisable ou pas généralisable, pour les transports domestiques, par exemple.
- **Le gaz**, est lui aussi en quantité limitée (fin des réserves dans 60 ans et pic de production bien avant) et souffre des mêmes défauts que le pétrole au niveau de l'effet de serre engendré.
- **L'énergie solaire**, elle, est surabondante, mais versatile. Selon les régions et la météo, la production variera grandement ce qui n'est pas compatible avec nos modes de productions industriels. Par ailleurs, la fabrication de panneaux solaires photovoltaïques nécessite beaucoup d'énergie.
- **L'énergie éolienne** est elle aussi très instable, en plus de ne représenter potentiellement qu'une infime part de la consommation d'énergie actuelle.
- **L'hydroélectricité** est très intéressante à bien des égards mais elle est quasiment déjà exploitée à son maximum (au moins en France) et par conséquent les marges de progression sont insuffisantes pour envisager de remplacer la production énergétique liée au pétrole.

- **La biomasse** est neutre en émission de gaz à effet de serre, mais produit des particules tout aussi néfastes à l'homme. Les ordres de grandeur sont également sans commune mesure avec la production de pétrole.
- **L'hydrogène**, malgré un matraquage médiatique depuis plusieurs décennies, n'est PAS une source d'énergie primaire. Pour obtenir de l'hydrogène, il faut d'abord consommer de l'énergie et aujourd'hui, c'est presque toujours du gaz ou du pétrole. Par ailleurs, l'hydrogène se stocke très mal car c'est le plus petit atome connu, ce qui fait que tous les réservoirs fuient !
- **Le charbon** encore très utilisé est extrêmement polluant, mais les réserves étant encore assez importantes, il est probable qu'une part du déclin du pétrole soit compensé par le charbon.

La plupart de ces énergies ne pourront pas remplacer le pétrole, soit parce qu'elles sont moins pratiques et moins souples à l'usage, soit parce qu'elles sont insuffisantes ou inadaptées. L'électricité se transporte et se stocke mal, au contraire d'un baril de pétrole ou d'un bidon d'essence qui renferment une quantité incroyable d'énergie tout en étant extrêmement stable dans le temps et sans danger immédiat.

Le fantasme qui consisterait à exploiter le soleil des déserts africains pour alimenter en électricité le monde entier ne résiste pas aux lois physiques qui pèsent sur l'électricité.

Autrement dit, le déclin du pétrole s'accompagnera sans aucun doute possible d'un déclin global et durable de la consommation d'énergie, faute de remplaçant. Et cela, dès que le pic de production globale d'énergie sera atteint, ce qui ne saurait tarder.

N'oublions pas également que produire plus passerait inévitablement par une augmentation de toutes les formes de pollution : rejet de particules dans l'air, pollution des rivières, émission de gaz à effet de serre...

En résumé, produire plus, de façon exponentielle, ça va être... compliqué.

Vendre plus

En admettant que nous parvenions à produire plus, pour assurer la croissance économique, encore faut-il être capable de vendre tout ce qu'on produit. Et bien que de nombreux besoins primaires ne soient pas assouvis pour une grande partie de la population mondiale, il faut déployer des trésors d'énergie pour parvenir à écouler notre production gigantesque de biens et de services en tout genre.

Malheureusement, la population qui a le plus de besoins non assouvis n'est pas solvable, et donc ne règle en rien notre quête interminable de croissance économique qui nécessite des échanges marchands. Il faut vendre toujours plus de choses... mais à des gens qui sont capables de payer pour ça !

C'est là qu'interviennent deux concepts qui se sont considérablement développés après-guerre, quand la production a véritablement décollé : la publicité et l'obsolescence programmée.

On estime le budget annuel mondial consacré à la publicité à 500 milliards de dollars, à titre de comparaison, l'ONU estime par ailleurs qu'il suffirait de 30 milliards de dollars par an pour éradiquer la faim dans le monde⁶.

6 Source : <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2008/1000853/>

La publicité n'a qu'un seul objectif : nous vendre ce dont nous n'avons pas vraiment besoin (sinon, nous l'aurions déjà acheté, avec ou sans publicité). En créant le besoin, la publicité soutient l'économie à bout de bras, et force à consommer toujours plus, pour tenir nos objectifs de croissance.

Dans le même temps, la qualité des produits s'est sensiblement dégradée, les fabricants allant jusqu'à planifier sciemment la fin de vie des objets que nous achetons. Soit en réduisant la qualité des matières premières utilisées, ou de leur assemblage, soit en rendant les objets non-réparables donc jetables, soit en les rendant incompatibles avec de nouvelles normes, de nouveaux standards ou entre eux.

Conséquence immédiate de ces politiques commerciales : une augmentation massive des déchets, qui finissent dans la nature, qu'on exporte dans des pays pauvres, ou qu'on retrouve dans les océans.

Un « continent de déchets » plastiques dont la taille est estimée entre 700.000 et 2.000.000 de km² a été découvert dans l'océan Pacifique. Cela représente entre 1 à 3 fois la surface de la France⁷. Un autre de la taille du Texas a été découvert dans l'océan Atlantique, à 900 km des côtes, à la latitude d'Atlanta.

En résumé, vendre plus, de façon exponentielle, ça va être... très compliqué.

La croissance : la solution... ou le problème ?

Le système monétaire, tel qu'il est conçu exige une croissance économique perpétuelle. Qui plus est, cette croissance doit être suffisante pour créer de l'emploi, et éviter une concentration trop importante des richesses entre certaines mains.

⁷ Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Plaque_de_d%C3%A9chets_du_Pacifique_nord

Mais plus la croissance est forte, moins les ressources nécessaires sont disponibles, plus les pollutions sont nombreuses et gigantesques, et moins nous sommes satisfaits.

Un monde où nous pourrions garder, à vie, des objets tels qu'un ordinateur, une voiture, ou un téléphone portable, ne satisferait en rien les exigences de croissance du système monétaire. Nous sommes donc condamnés à consommer toujours plus de matériels, de plus mauvaise qualité, qui ne seront pas réparables, et qui vont encombrer au mieux nos greniers et au pire nos poubelles et *in fine*, les océans.

Une course en avant qui ne réduit pas les inégalités et qui n'est pas plus satisfaisante socialement, qu'économiquement ou écologiquement.

La notion de *développement durable* est un oxymore très dommageable. Elle donne l'illusion qu'il existerait une forme de croissance économique qui serait propre, juste et pérenne. Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, un tel modèle n'existe tout simplement pas. Tout développement se fera maintenant au détriment d'une partie de la population et de la planète (faune et flore).

PARTIE 3

La solution démocratique

Il semble évident que nous sommes dans une situation inextricable, du moins tant que nous restons dans le modèle de société actuel. Or, pour changer de modèle de société, nous avons un outil particulièrement adapté qui s'appelle : la politique.

Curieusement, alors que les dirigeants qui se succèdent à la tête de tous les pays civilisés et développés sont reconnus pour leur grande intelligence et diplômés des plus grandes écoles, très peu d'entre eux semblent être au fait des problèmes physiques et mathématiques qui ne vont pas manquer de se poser dans les années qui viennent. La question du réchauffement climatique, par exemple, qui fait pourtant consensus dans la communauté scientifique et a fait l'objet de multiples avertissements des climatologues, ne semble pas transporter les hommes et les femmes politiques. Le problème, mathématiquement insoluble faut-il le rappeler, de la création de monnaie par le crédit ne provoque pas davantage de débat, et ne suscite pas l'intérêt des journalistes alors qu'il est à la source de nombreux désagréments que nous connaissons depuis quelques années.

D'où vient cette étonnante distorsion ? Il n'est pas inutile de revenir sur notre Histoire et examiner les statistiques pour éclairer un peu notre lanterne.

Qu'est-ce que la démocratie ?

La démocratie est le régime politique dans lequel le peuple est souverain. C'est clair, net et précis. C'est le peuple qui vote directement les lois qu'il a lui-même choisies de mettre au vote. Il n'est pas question de représentants dans la définition originelle de démocratie. D'ailleurs, Emmanuel-Joseph Sieyès qui a participé à la rédaction de la Constitution en 1789 a écrit la chose suivante :

« Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; donc ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. Toute influence, tout pouvoir leur appartient sur la personne de leur mandataire, mais c'est tout. S'ils dictaient des volontés ce ne serait plus un état représentatif, ce serait un état démocratique. »

Autrement dit, pour l'Abbé Sieyès comme pour tous les penseurs de l'époque, il fallait faire une distinction nette entre la démocratie d'une part, et le *gouvernement représentatif* d'autre part. Ce n'est que plus tard, au XIX^{ème} siècle que nous nous sommes mis à appeler démocratie notre régime actuel, qui n'en est manifestement pas une, puisque nous ne décidons pas des lois à faire voter, pas plus que nous ne les votons nous-mêmes, puisque les députés s'en chargent à notre place.

Le gouvernement représentatif de quoi ?

Nous sommes donc représentés par des élus, mais qui sont ces élus et qui les a élus ?

La composition de l'Assemblée Nationale est bien loin de représenter la diversité socio-professionnelle du pays. Ainsi, alors qu'un actif sur quatre est ouvrier, il n'y a qu'un seul ouvrier dans l'Assemblée pour deux cents fonctionnaires, une centaine de

professions libérales et une centaine de cadres ou cadres supérieures⁸.

L'âge moyen n'est pas mieux représenté : l'Assemblée Nationale élue en 2012 est la deuxième plus âgée de cette Constitution, avec un âge moyen de 54,5 ans (âge moyen des Français : 40,4 ans⁹)

Les femmes ne représentent que 27 % du total, malgré les efforts affichés de certains partis pour assurer la parité.

Évidemment, aucun chômeur n'a l'honneur de participer aux débats non plus.

Si l'Assemblée Nationale, et d'ailleurs toute autre assemblée élue, ne ressemble pas au profil des Français, on pourrait supposer qu'elle est une projection fidèle de leurs opinions, mais là encore, c'est loin d'être assuré.

Selon Olivier Berruyer¹⁰, qui a fait le calcul sur les élections européennes, régionales et cantonales de 2009, 2010 et 2011, le parti « majoritaire » représente 9 % seulement de la population !

(voir illustration page suivante)

8 Source : Site de l'Assemblée Nationale

9 Source : Insee

10 Source : <http://www.les-crises.fr/>

État de la démocratie en France

Moyennes des 3 dernières élections

(Européennes 2009, Régionales 2010, Cantonales 2011)

Sur 100 français de plus de 18 ans :



15
ne s'inscrivent pas sur
les listes électorales

Sur les 85 inscrits :



48
s'abstiennent

Sur les 37 votants :



2
votent blanc

Sur les 35 s'exprimant :



3 votent extrême- gauche



9 votent PS



6 votent verts/divers- gauche



2 votent au centre



2 votent divers- droite



8 votent UMP



5 votent extrême- droite

© Olivier Berruyer, www.les-crises.fr, 2011

La conclusion est sans appel : le gouvernement prétendument représentatif ne nous représente pas le moins du monde. Non seulement l'introduction de représentants est, dans l'esprit, déjà contraire à la notion-même de démocratie, mais qui plus est, si les représentants ne sont pas ceux que l'on souhaite, nous avons une double distorsion qui pourrait expliquer de nombreux dysfonctionnements.

L'élection, strict contraire de la démocratie

Il faut réussir à surmonter cette idée reçue que l'élection serait la panacée, la méthode ultime pour choisir nos représentants.

Là encore, en relisant certaines citations historiques, on se demande ce que l'on a attendu pour s'en rendre compte :

« Je ne crains pas le suffrage universel : les gens voteront comme on leur dira. » Alexis de Tocqueville

« Les élections sont aristocratiques et non démocratiques : elles introduisent un élément de choix délibéré, de sélection des meilleurs citoyens, les aristoi, au lieu du gouvernement par le peuple tout entier. » Aristote, Politique, IV, 1300b4-5.

Depuis le V^{ème} siècle avant J.C., les athéniens connaissaient les limites et les intérêts de l'élection comme mode de désignation. Pour élaborer leur propre démocratie (réelle, celle-ci, et non supposée), ils ont pris soin de ne pas utiliser l'élection pour constituer l'Assemblée. Partant du principe que le pouvoir corrompt, toujours, et quel que soit celui qui l'exerce, les Grecs ont choisi de ne le confier que très temporairement, et de l'affaiblir autant que possible en mettant en place un certain nombre de

mécanismes qui étaient autant de garde-fous pour éviter les dérives.

L'élection, au contraire, institue la professionnalisation de la politique, et introduit des biais de sélection extrêmement dommageables à la démocratie.

Pour être élu, en effet, il faut être connu, et donc faire campagne. La campagne électorale, si elle permet théoriquement de rendre visible le programme politique du candidat, agit comme un filtre social. Ne feront une bonne campagne que ceux qui ont la parole facile, les moyens de se déplacer, d'accéder aux médias, de faire de belles affiches et de jolies photos. Dans notre société fortement basée sur l'image, les impacts d'une campagne sont gigantesques, et les coûts associés faramineux.

La campagne de François Hollande en 2012 a coûté 21.769.895 euros (soit environ 1.500 années de Smic net !)¹¹. Celle de Nicolas Sarkozy un tout petit peu moins (21.339.664 euros). Le classement des comptes de campagne est d'ailleurs très proche du classement des candidats au premier tour, ce qui devrait au moins nous interroger sur notre capacité à choisir « le meilleur » sans être influencé par la quantité d'argent dépensée pendant la campagne..

Une fois que le filtre de la campagne a fait son œuvre, ou parfois même très en amont de tout ça, le mode de scrutin joue également un rôle prépondérant en permettant à tel candidat de se présenter ou de se faire rembourser les frais de campagne, pendant que tel autre se voit refuser la candidature, ou doit payer la campagne de sa poche.

¹¹ Source : LeMonde.fr – 31/07/2012

Le scrutin majoritaire à deux tours, très utilisé et notamment pour la présidentielle, est réputé pour n'être pas efficace pour dégager le meilleur compromis. Le marquis de Condorcet l'a prouvé dès le XVIII^{ème} siècle et a proposé une méthode plus efficace qui n'a jamais été expérimentée en France, pas plus que d'autres modes de scrutin a priori plus nuancés (vote à choix multiples, classement des candidats...).

La nette tendance au bipartisme et le cumul des mandats de toutes sortes ajoutent encore à la problématique de l'élection qui devient une machine à alternance sans alternative, où les élus doivent, pour assurer leur réélection ou pour renvoyer l'ascenseur à ceux qui ont financé leur campagne, cultiver les conflits d'intérêts et faire voter des projets pas toujours dans l'intérêt général.

Le rôle déterminant des médias

Les journaux, et particulièrement les journaux télévisés, ont un pouvoir de distorsion réel du fonctionnement démocratique. En choisissant d'aborder tel sujet plutôt que tel autre, ils influencent directement ou indirectement le débat politique.

On pourrait penser que la pluralité des sources permet d'atténuer ce potentiel de déformation, mais cette pluralité n'est que de pure forme, la plupart des médias appartenant à quelques grands groupes industriels et financiers.

(voir extrait de la « Carte du Parti de la Presse et de l'Argent », issu du site « Le Plan B » page suivante)

Pour garder leurs annonceurs, ou pour ne pas froisser leurs financeurs directs, les journalistes traitent l'information de manière partielle ou partiiale, et comme au final, les intérêts généraux des grands groupes industriels et financiers sont les mêmes, une sorte de pensée unique se dégage de l'ensemble des chaînes de radios et de télévision.

De la même manière que les élus ne sont pas au service des citoyens, les rédactions n'écrivent pas pour leurs lecteurs, mais pour leurs financeurs. Leur course à l'audience et aux chiffres de vente les poussent en outre à orchestrer le bipartisme, les « méchants » d'une élection devenant les « gentils » de la fois suivante et ainsi de suite.

Des long-métrages comme « Les nouveaux chiens de garde » montrent par ailleurs l'utilisation massive d'*experts* en tout genre, toujours présentés sous leur titre universitaire, mais pourtant également membres de conseils d'administration de grandes entreprises et à ce titre, à la fois juges et parties pour commenter l'actualité. On peut douter de l'objectivité d'un *expert* du nucléaire qui travaille pour Areva, ou d'un économiste universitaire qui siège par ailleurs au conseil d'administration de L'Oréal. À tout le moins, on aimerait être mis au courant de telles activités.

Les journalistes les plus médiatisés fréquentent les mêmes milieux, sortent des mêmes écoles que les élus, et fonctionnent donc en vase clos, sans jamais se remettre en cause.

En outre, les médias adoptent un comportement moutonnier qui s'auto-entretient, abordant les mêmes sujets sans intérêt et passant sous silence les événements non consensuels. Ainsi la mort de Michaël Jackson a monopolisé les gros titres pendant

des jours entiers, tandis que les révolutions arabes ou les manifestations étudiantes du Québec en 2012 n'ont été survolées qu'une fois que l'information avait fait le tour du web. Le nuage de Tchernobyl qui s'arrête à la frontière française était également un bel exemple de désinformation manifeste qui perdure aujourd'hui.

En 2005, à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen, le fossé qui séparait les médias des citoyens a été mis en évidence : la plupart des journaux, des radios et des télévisions ont soutenu le « oui », reflétant ainsi la position des principaux partis de gouvernement. On connaît la suite : les Français ont voté « non », et le traité a été adopté malgré tout !

Aujourd'hui encore, très peu d'informations filtrent sur les événements en Islande, où les citoyens se sont emparés de la situation politique en réécrivant leur constitution, et de la situation économique en nationalisant les banques et en annulant la dette. Les journaux ne s'attardent pas davantage sur la situation encore très inquiétante de la centrale de Fukushima.

CONCLUSION

Cet exposé dramatique de la situation dans laquelle nous nous trouvons pourrait être déprimant s'il n'exhibait pas sous nos yeux la solution évidente qui s'impose.

Ce n'est pas un hasard si l'argent est rare et mal distribué, si les ressources s'épuisent et si le climat se réchauffe. Ce n'est pas une fatalité si les gouvernements qui se succèdent ne parviennent pas à régler ces problèmes. Tout cela est juste inscrit dans les règles que nous nous sommes données collectivement ou que nous nous sommes laissé donner et que nous continuons d'accepter sans jamais les remettre en cause.

Nos constitutions, nos systèmes monétaires et financiers ne sont pas immuables. Ils ne tombent pas du ciel et sont autant de règles qui doivent aujourd'hui être réactualisées, au vu des nouvelles contraintes qui s'imposent à nous.

Pour cela, il faut, d'abord, prendre conscience, et faire prendre conscience. C'est à chacun de nous de comprendre, puis d'expliquer à son tour à d'autres, comment sont les choses. Les véritables spécialistes, les experts, les journalistes, les politiciens, ... c'est nous !

Ensuite, il faut agir, et de multiples façons. S'informer, bien sûr, et partager l'information. Mais aussi consommer moins, mieux, et encourager toutes les filières alternatives durables.

Des AMAP¹² aux SEL¹³, en passant par les monnaies complémentaires, le troc, le don, l'achat et la vente d'occasion.

Participer aux débats sur la démocratie, la vraie. Écrire, nous-mêmes, une constitution solide, nous protégeant des abus de pouvoir et des représentations déformées.

Des centaines de projets de ce type fleurissent un peu partout, n'attendant que votre soutien et votre engagement. Vous ne pouvez pas refermer ce livre sans prendre la peine de vous renseigner à leur sujet.

12 Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

13 Système d'Échanges Locaux

REMERCIEMENTS

Cet essai est le fruit de ma réflexion personnelle depuis 2005, date à laquelle je me suis *réveillé* en découvrant les limites de notre pseudo-démocratie à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen. Les travaux d'Etienne Chouard à ce sujet m'ont permis de prendre conscience du fossé qui séparait le bruit médiatique et l'opinion publique.

Les questions relatives à l'énergie et au pic pétrolier ont été vulgarisées comme il se doit par Jean-Marc Jancovici, dit « Manicore » sur le web.

La critique des médias prend tout son sens lorsqu'on visionne les films de Pierre Carles, lorsqu'on visite le site Acrimed, lorsqu'on lit les articles de Serge Halimi.

Merci également à la SCOP « Le pavé » et à Franck Lepage pour ses conférences gesticulées, et à Bernard Friot et Frédéric Lordon pour leurs théories économiques iconoclastes.

Des échanges nourris avec de nombreux internautes, connus ou inconnus m'ont permis d'affiner mon point de vue et de construire un schéma que je crois cohérent, même s'il est sans doute discutable. Merci notamment à : Marzi, Etheriel, Bob, Torg, Calcifer, Agase, Calcoran, JeffRenault, GCastevet, Superno, Turandot, Le Monolecte, Olivier Berruyer, Galuel, Stanjourdan ...

Merci à mes proches, que j'endors en leur préférant mes élucubrations pour sauver le monde qui ne m'a pourtant rien demandé.

Merci à vous de réserver l'attention et l'indulgence qui sied à ce type d'ouvrage.

<http://merome.net>